Brigitte RICHTER

Bibliothèque municipale classée du Mans

LA CONSTRUCTION DES BIBLIOTHÈQUES CENTRALES DE PRÊT OU L'IMAGE DE LEUR MISSION

AU COMMENCEMENT étaient les magasins dont l'installation dans des locaux « provisoires » devait perdurer... Plus tard les premiers bâtiments de BCP furent implantés sur des campus, simples appendices des bibliothèques universitaires — un parti rétrospectivement révélateur d'une certaine timidité doctrinale. Au fil des années, les programmes se sont agrandis et diversifiés et les années 80 ont connu un renouveau architectural. Il faut néanmoins poser la question : la programmation des BCP reflète-t-elle complètement l'analyse de leurs missions ?

Un historique systématique des bâtiments des bibliothèques centrales de prêt n'a jamais été entrepris. Pourtant, de nombreux documents descriptifs et techniques rassemblés à la Direction du livre permettent de retracer de façon assez précise l'évolution des bâtiments au plan architectural (en particulier la distribution des services et leurs superficies) ainsi que les grandes orientations de fonctionnement qui ont inspiré cette architecture. Mais le détail des équipements intérieurs traduisant le décor, la fonctionnalité et l'organisation des tâches et des fonctions réelles (en particulier dans l'aménagement en mobilier et en matériel) ne pouvait être étudié ici. Une telle étude, longue et minutieuse, corrigerait une perception un peu trop uniforme du fonctionnement réel des bâtiments tel qu'il apparaît dans les programmes de construction; elle reste à faire. Le présent article situe les bâtiments dans les principales étapes de leur évolution et s'efforce de dégager l'apparition des différentes fonctions qu'on leur connaît aujourd'hui : traitement et prêt des documents, accueil, information, formation, animation. Cette courte présentation, établie à partir des instructions et programmes officiels ne doit pas faire oublier que de nombreuses particularités locales peuvent exister dans la mise en pratique de ces instructions et dans l'utilisation des surfaces définies dans les programmes.

Programmes et réalités

La réflexion sur les bâtiments des BCP est très antérieure à la première construction achevée en 1958 seulement. Dès l'origine, une *Note sur l'organisation et le fonctionnement des BCP* (2 août 1946) fixe la superficie des locaux nécessaires à 200 m². D'emblée, on ne cherche pas à traduire des situations différentes, bien que ce texte soit destiné aux 16 BCP existant alors et qu'on envisage encore à cette époque une couverture rapide du territoire national. Cette première définition va peser lourdement sur le développement des BCP et contribuer à en donner une image figée et pauvre, celle d'un magasin à livres dans lequel s'affairaient quatre fonctionnaires, en raison d'une vocation personnelle à faire pénétrer la culture par le livre dans des populations rurales auxquelles manquent beaucoup d'équipements élémentaires. Cette vision militante ou apostolique a perduré longtemps en dépit des réalités de terrain et de la réflexion menée par l'administration responsable. La cause en est probablement le coup de frein apporté au développement des BCP, c'est-à-dire à leur création même dans les départements et, *a fortiori*, à leur construction. En effet, en 1955, le *Manuel de la lecture publique rurale* conçoit encore le fonctionnement dans 250 m²; minimum, certes, mais qui prend vite figure de norme, puisque Jean Bleton dans *Local et mobilier des bibliothèques publiques* paru en 1958, tout en portant ce chiffre entre 300 et 330 m², rappelle que, dans beaucoup de cas, un local de 250 m² sera suffisant.

A l'ombre des BU

Dans la réalité, aucune construction de cette taille n'a été réalisée. Le premier passage de la théorie à la réalité a lieu dans les Bouches-du-Rhône où l'on finance dès 1955 une construction qui aura 600 m². Mais cette première réalisation montre à quel point la théorie est encore floue : la BCP des Bouches-du-Rhône est intégrée à une bibliothèque universitaire et communique avec une « salle de détente des étudiants » qu'elle approvisionne en livres; c'est une préfiguration de la salle de culture générale préconisée en 1962 dans les instructions adressées aux bibliothèques universitaires.

Ce rapprochement, qui n'est pas le fait du hasard, se répétera 5 fois jusqu'en 1968, soit par intégration à un bâtiment de bibliothèque universitaire, soit par implantation sur un campus, puis sera définitivement abandonné (constructions du Bas-Rhin, Loiret, Doubs, de l'Hérault et de l'Ille-et-Vilaine).

Les premières nuances dans la définition des programmes de construction datent véritablement de 1964. On voit apparaître dans les instructions¹ des bibliothèques centrales à vocation départementale, type 1 qui devraient offrir 800 m², et des bibliothèques centrales à vocation régionale, type 2 qui devraient offrir 1 000 m². Ce type 2 est défini par une idée ancienne qui ne repose à l'époque sur aucune réalité administrative. Dans la réalité, on verra se bâtir entre 1968 et jusqu'en 1971 des bibliothèques de 500 m² (12 bâtiments) et quelques bibliothèques de 900 m² environ. Ces dernières correspondant au type 2 préconisé en 1964 n'ont aucune action régionale. Il s'agit surtout de constructions réalisées dans des villes universitaires importantes (Montpellier, Lyon-Bron, Strasbourg) et dont certains services s'offrent aux étudiants. C'est probablement pour cette raison que les bâtiments du type 2 ont une salle de multigraphie et de photocopie, service qui n'entrera dans les programmes concernant toutes les BCP qu'après 1969. La définition de ces deux types de construction n'a pourtant pas été inutile. Le type 2 en particulier semble avoir inspiré de manière durable les programmes établis à partir de 1970 et jusqu'à aujourd'hui, sinon dans la superficie, du moins dans la définition des fonctions.

Réseaux en filigrane

Mais, avant cette date, les travaux du groupe d'étude sur la lecture publique (1966-67) apportent un éclairage nouveau sur la conception des bâtiments: la BCP n'est plus un local unique et suffisant, mais l'élément prédominant d'un réseau d'annexes qui dépendent d'elle. Le bâtiment central, défini par des fonctions centralisées (administration, traitement, animation), joue en même temps le rôle d'une annexe de même configuration que celles qui doivent assurer un service de prêt et d'animation. Cette proposition novatrice dégageait 500 m² pour les bâtiments d'annexe et 1 000 m² pour les bâtiments de la centrale, mais la logique du raisonnement n'ayant pas été poussée à son terme, les programmes issus de cette réflexion différencient assez mal l'annexe et la centrale. La première devient une centrale en réduction, tandis que l'originalité de la centrale offrant des services communs à l'ensemble des annexes de son réseau reste esquissée. De fait, la proposition du groupe d'étude la plus rapidement concrétisée aboutira à partir de 1973 à la construction de six annexes² d'environ 450 m² ayant principalement un rôle correctif par rapport à la configuration de leur département et ne constituant le début d'un réseau que dans deux cas: en Indre-et-Loire et dans le Bas-Rhin. Mais la construction des annexes, sinon leur création, s'est arrêtée en 1982.

Les programmes de bibliothèques centrales qui ont été élaborés après 1970 sont davantage inspirés du type 2 de 1964 que des travaux du groupe d'étude de 1967 pour ce qui est des superficies: 900 et 1 200 m² sont les propositions qui aboutiront à des constructions d'environ 1 200 m² jusqu'en 1974. Dans cette période fait exception le Tarn avec ses 1 500 m² qui traduisent son statut de bibliothèque chargée d'expérience de prêt direct (construction de 1971).

En 1974 une nouvelle révision des programmes les porte à 1 300 et 1 600 m² mais la réalité des constructions se tient entre 1 200 et 1 500 m² avec, de nouveau, une exception pour la Seine-et-Marne, autre bibliothèque chargée d'expérience (construction de 1 732 m² en 1978).

Jusqu'en 1973, il semble difficile de savoir sur quels critères sont décidées les superficies nécessaires aux différents départements. Il arrive d'ailleurs parfois qu'on révise en baisse un programme pour pouvoir le financer plus rapidement. De 1973 à 1980, la règle distingue des départements à population importante (au-delà de 250 à 300 000 habitants selon les cas) et à population moyenne ou faible. Mais cette définition est très imparfaite et trop peu nuancée pour les départements de la première catégorie où l'on trouve des départements dépassant les 500 000 habitants. Pour les bâtiments de bibliothèque centrale mis en service dans cette période, on constate encore des écarts considérables, les superficies s'étageant entre 20 et 77 m² pour 10 000 habitants.

La normalisation entreprise à partir de 1980 ne réduira sans doute pas cet écart par la définition de ses quatre tranches de construction: 1 300 m² (moins de 250 000 habitants), 1 400 m² (de 250 à 550 000 habitants), 1 500 m² (de 550 à 850 000 habitants) et 1 600 m² (au-delà de 850 000 habitants). Ce découpage semble davantage conçu pour construire rapidement les bâtiments encore nécessaires que pour répondre aux besoins d'une population donnée. Il est en effet en retrait par rapport aux constructions de la fin des années 1970.

1. Cf. Louis YVERT, « A propos des normes du groupe de travail sur les BCP », p. 202 du présent numéro.

2. En fait, certaines de ces annexes sont également ouvertes au public de leur commune d'implantation, bien que cette ouverture n'ait pas été prise en compte dans les programmes-type de construction.

Le fonctionnalisme avant l'esthétique

Une étude de l'évolution des fonctions mêmes de la BCP est beaucoup plus révélatrice que l'étude de leurs superficies trop liées à des contraintes budgétaires et matérielles, voire même politiques, qui ont pu modifier ou contredire des tentatives de normalisation.

La situation même du bâtiment de la BCP est décrite en termes identiques depuis 1946 (ni centrale, ni trop excentrée dans son chef-lieu) et n'a jamais été remise en cause pour des raisons fonctionnelles (autonomie du bâtiment, accès des bibliobus, absence de public). On peut cependant penser que cette situation est responsable d'une certaine absence de recherche architecturale pour les bâtiments élaborés avant 1975 environ. On se préoccupe d'abord de construire du fonctionnel; l'aspect esthétique n'est pas le souci dominant, car le public qui viendra à la BCP est volontairement réduit aux dépositaires. D'autre part, le fait que l'Etat soit le commanditaire unique de ces bâtiments sans consultation des élus départementaux, aboutit, sans doute inconsciem-

ment, à une représentation assez uniforme et stéréotypée des besoins. Enfin, l'absence de concurrence sur un même projet, créant pour l'architecte une situation sans risques, peut le conduire à la solution de l'effort minimum ou moyen.

Après 1973, la nécessité de concourir sur un projet oblige les architectes à une plus grande originalité et les incite à réimaginer l'organisation de l'espace. Des traditionnels plans compacts en carrés, rectangles, trapèzes, en T, en L des années 1958 à 1975, on passe quelquefois à des plans plus découpés (en alvéoles par exemple), où les façades ne s'alignent plus dans un plan unique. Une certaine fantaisie est aussi rendue possible par des terrains mieux proportionnés aux bâtiments. Enfin, il est probable que les constructions des bibliothèques municipales qui sont marquées depuis 1975 du renouveau des conceptions en matière de lecture publique ont dû influencer les architectes et rendre les bibliothécaires des BCP plus exigeants. N'oublions pas, non plus, que depuis 1978, les bâtiments des BCP « doivent comporter un ensemble de travaux de décora-

tion représentant 1 % du coût global ».

Ce qui commande surtout l'architecture est du domaine du fonctionnement interne et externe de la BCP. La répartition des superficies dans l'espace et dans le volume du bâtiment s'accompagne d'une définition de plus en plus précise des fonctions et des activités de la BCP.

B = bureaux

Entre le magasin de stockage de 10 000 volumes de 1946 et le magasin de 70 000 à 100 000 volumes de 1985, s'inscrit le passage du bibliobus-caisse au bibliobus mixte puis au bibliobus-rayons qui, en sollicitant mieux les demandes, a multiplié les besoins.

Le développement des espaces où s'accomplit le travail bibliothéconomique permet une différenciation de nature qui spécialise peu à peu les catégories de personnel dès que l'équipe initiale de quatre personnes s'agrandit. En 1946, le traitement matériel des livres s'accomplit surtout dans le magasin. C'est encore la réalité de 1958. En 1964, la salle de manutention et de réparation des livres existe en tant que telle dans le programme de type 1, tandis que les fonctions d'équipement et de réparation sont déjà distinctes de la manutention (ou « salle des manipulations ») dans le programme de type 2. Ce n'est qu'après 1975 que l'atelier (ou « salle des machines ») se doublera en atelier de réparation des livres et atelier de multigraphie; il y aura fallu de nombreuses initiatives d'éditions de catalogues, de sélections, de bulletins dans des BCP pour envisager un espace d'imprimerie à part entière, auquel on associe beaucoup plus rarement une chambre noire qui joue le rôle de laboratoire photographique (constructions de la Sarthe, de l'Eure-et-Loir, de la Charente-Maritime). De la même manière se dessine le circuit de traitement du livre dans ses étapes intellectuelles (inventaire, indexation, catalographie). En 1946, deux bureaux suffisent à ces fonctions partagées par le directeur, le sous-bibliothécaire, la sténodactylographe qui cumulent aussi la préparation des tournées et leur gestion. En 1964, c'est aux sous-bibliothécaires que les fonctions de traitement sont clairement dévolues dans une salle-bureau de 30 m².

C = circuits

Ce n'est qu'après 1978 que quelques constructions distingueront les opérations d'entrée des opérations d'indexation et de catalogage en des salles différentes. De ces modifications il ressort que la gestion des tournées se situe le plus souvent dans les bureaux des sous-bibliothécaires. Enfin, à la charnière de ces fonctions est apparu en 1984 un local technique informatique pour situer le mini-ordinateur assurant la gestion de la BCP. On peut s'étonner d'une apparition aussi tardive alors que l'informatisation des BCP était à l'étude depuis 1980; mais le décalage entre l'établissement d'un programme de construction et sa réalisation (de 3 à 5 ans, et parfois plus) en est l'explication la plus plausible.

Dans le même temps où les fonctions bibliothéconomiques s'affinent, se précisent naturellement les fonctions administratives de la BCP. On voit ainsi se créer l'idée d'une équipe de direction (directeur, adjoint, secrétariat, comptabilité) spécialisée dans les tâches administratives de gestion et dans la coordination des activités d'extension de la bibliothèque (élaboration des publications, d'animations, gestion des prêts de mobilier aux communes, etc.). Il est à noter qu'un local de stockage du mobilier prêté aux communes et du matériel d'exposition devient alors d'une telle nécessité qu'il apparaît dans les programmes et les schémas de liaisons de 1984.

P = public

Mais l'évolution la plus remarquable des constructions tient dans l'apparition et le développement de « services publics ». L'idée est d'abord d'accueillir les déposataires et, éventuellement, les réunions du Comité consultatif; exprimée en 1958 par Jean Bleton cette idée découle de l'utilisation du bibliobus-rayons qui crée un nouveau type de relations avec les déposataires, à partir de 1950. Ce n'est qu'en 1964 qu'on situera dans le même lieu la discothèque dont la première idée apparaissait déjà en 1946; timidement suggérée, cette discothèque prenait alors place dans les 16 m² d'un débarras où elle voisinait avec un appareil de cinéma. L'association déposataires-discothèque, pour le moins curieuse, n'a d'autre but que de dégager un grand espace de réunion par le jeu de cloisons mobiles. Mais la solution est pour le moins bâtarde car elle ne s'est pas accompagnée d'un service de prêt de disques par bibliobus. La toute dernière circulaire sur les *missions et objectifs des BCP* (août 1985) les définit comme des bibliothèques à vocation multimédias, ce que bon nombre d'entre elles ont réalisé depuis plus de 10 ans; il conviendrait que parallèlement les programmes de construction définissent des magasins multimédias de manière à ce que les services publics puissent être essentiellement consacrés aux activités d'extension (information, formation, animation) à l'exclusion des activités de prêt. Plusieurs BCP ont implanté dans leurs locaux des magasins inté-

R

grant différents médias au moment de leur équipement mobilier, mais cet aménagement ne tient qu'à leur volonté propre et n'apparaît pas dans leur programme de construction. Ce type de magasin devient depuis peu une solution admise pour livres et cassettes, la cassette facilitant plus que le disque un rangement intégrant différents supports. Il n'en demeure pas moins que les véritables services publics de la BCP se sont peu à peu dégagés dans les plans en deux espaces : un hall d'accueil et d'exposition et une salle polyvalente d'information, de formation, de réunion et d'animation. Innovation des programmes de 1974, ces services représentent actuellement de 5 à 8 % des surfaces totales : on y tient des activités mais on y ouvre en plus des services documentaires (périodiques, ouvrages de références, présentation des nouveautés, mais aussi écoute de disques

et visionnement des documents audio-visuels). Cette double fonction laisse à penser que la BCP est apte à s'ouvrir, sinon au public individuel, du moins à une partie de ce public lorsqu'il constitue un groupe spécialisé. Il est de même acquis que ces services peuvent permettre d'organiser des manifestations diverses, dont des expositions, qui sont susceptibles de déplacer une partie de leur public.

Quel réseau construire ?

Il est pourtant un point qui ne semble pas encore résolu dans les programmes : la configuration du réseau. Si pour des raisons de financement on a cessé de construire des annexes, cette position en a également bloqué la création. Il faut alors regretter que,

dans l'élaboration des programmes de 1980, on n'ait pas tenté de définir néanmoins les services des bibliothèques centrales par rapport à un réseau d'annexes, de relais-bibliothèques mis en place par la BCP ou de petites bibliothèques municipales auxquelles elles apportent leur aide. Le rôle exact des annexes vis-à-vis du public demande également une définition plus élaborée. L'abondance des instructions de la circulaire d'août 1985 et leur intérêt ne sont pas encore traduits dans les constructions à venir. Il conviendrait pourtant que la fonction de service technique que la BCP doit assurer auprès de certaines communes, que sa collaboration à la formation professionnelle, que sa participation à la desserte de publics spécifiques se traduisent dans la réalité de son espace quotidien de travail. Un souhait qu'il est encore temps de réaliser pour les constructions à venir.